« Der wahre Liberale sucht mit den Mitteln, die ihm zu Gebote stehen, so viel Gutes zu bewirken, als er nur immer kann ; aber er hütet sich, die oft unvermeidlichen Mängel sogleich mit Feuer und Schwert vertilgen zu wollen. Er ist bemüht, durch ein kluges Vorschreiten die öffentlichen Gebrechen nach und nach zu verdrängen, ohne durch gewaltsame Massregeln zugleich oft ebensoviel Gutes mit zu verderben. »

N'est-ce pas le bon sens même ?

Les irrédentistes de l'art politique, les velléitaires, les illusionnistes de tout bord, les mystiques qui raffinent à longueur d'années sur les problèmes sociaux, se lancent à corps perdus dans la métaphysique sociale, pour n'en retirer que des résultats décevants.

L'évolution se joue de leurs fantômes.

Gustave Lebon a consacré des pages fameuses à ce thème.

On dirait que Paul Eyschen s'en fût inspiré.

L'étatisme, tel qu'il fleurit de nos jours, le dirigisme dont les effets émoullients sautent aux yeux, n'auraient pas trouvé grâce à ses yeux.

Dès avant l'ère de la grande industrie, avant 1900 déjà, il avait fait voter des lois protectrices de la femme et de l'enfant, des lois avisant à une meilleure hygiène du travail, fait édicter des mesures susceptibles d'endiguer le fléau des accidents de travail, d'assurer à l'ouvrier la libre disposition de son salaire, etc.

De tendance libérale modérée, il fit bon accueil au régime d'assurances sociales obligatoire, inauguré par la loi d'assurance-maladie allemande de 1884.

Soutenu par ses conseillers avisés, (Henri Neuman et surtout Léon Kauffman) Eyschen fit sienne, avant la lettre, la parole du sociologue Raoul Jay : l'assurance sera obligatoire ou ne sera pas.

Tous les partis politiques apportèrent leur concours — empressé, le mot n'est pas de trop — à l'édifice de base de notre Sécurité Sociale.

Mais le nom de Paul Eyschen est entré dans l'histoire comme père de notre législation ouvrière.

L'agriculture, la viticulture, l'artisanat ne contesteront pas les soins vigilants voués par le Chef du Gouvernement à leur situation souvent difficile, sinon précaire.

Le pays de ce temps n'était pas riche. Il fallut mettre les pouces.

Est-il de nos jours ? On serait tenté de l'admettre à voir la désinvolture qui préside à la valse des millions, dans le secteur public davantage encore que dans la vie privée.

Nous vivons tous au-dessus de nos moyens.

L'Etat détient la palme dans la course qui mène vers des lendemains qui risquent d'être dépourvus d'aménité.